



BRIEFING DE BRUXELLES SUR LE DÉVELOPPEMENT N° 51

L'agriculture, moteur de reconstruction économique et de développement dans les États fragiles

Organisé par le CTA, le Secrétariat ACP, la Commission européenne (DG DEVCO) et Concord

Mercredi 27 juin 2018, 9 h 00 – 13 h 00

Secrétariat ACP, Avenue Georges Henri 451, 1200 Bruxelles

<http://bruxellesbriefings.net>

1. Contexte

Même si le terme « État fragile » est couramment utilisé, il n'existe ni définition faisant l'objet d'un consensus à l'échelon mondial, ni liste commune des États fragiles. La fragilité revêt de nombreuses dimensions et prend de très nombreuses formes, allant de la fragilité à la résilience (stabilité). Le terme fait généralement référence à des situations dans lesquelles l'État n'est pas en mesure d'assurer les fonctions de base liées à son statut d'État, comme le contrôle du territoire, le respect de la législation et des réglementations nationales, la sécurité des citoyens ou encore, la fourniture de biens publics élémentaires, comme l'accès à la justice. L'OCDE définit la fragilité comme « *la conjonction d'une exposition à des risques et d'une capacité insuffisante de l'État, d'un système ou d'une communauté à gérer, absorber ou atténuer ces risques. La fragilité peut avoir des conséquences dommageables comme la violence, la déliquescence des institutions, des déplacements, des crises humanitaires ou d'autres situations d'urgence* ». ¹

Les symptômes d'un État fragile sont les suivants : (i) des taux élevés de pauvreté ; (ii) un nombre important de réfugiés et de déplacés internes (IDP, pour *internally displaced persons*) ; (iii) une faible mobilisation des recettes fiscales domestiques ; (iv) une dépendance à l'égard des ressources extérieures (APD, IDE et envois de fonds) ; (v) un fort endettement ; (vi) une forte dépendance aux produits de base ; (vii) une faible diversification des exportations ; (viii) un faible niveau de développement humain ; (ix) une corruption endémique, et (x) des infrastructures faibles et lourdes médiocres. ²

La fragilité a un coût élevé pour les populations locales et entraîne pour celles-ci des difficultés qui peuvent s'étendre aux pays voisins – directement, dans le cas de conflits, de la criminalité ou de maladies, mais aussi en raison des liens économiques. Les États fragiles affichent également une forte dépendance à l'égard de l'aide au développement. En 2017, près de 124 millions d'habitants de 51 pays et territoires ont ainsi dû faire face à des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë de « crise », voire de « catastrophe », nécessitant une aide humanitaire urgente. En 2016, 108 millions d'habitants de 48 pays étaient confrontés à une situation exigeant une aide urgente. Des sécheresses prolongées ont aussi entraîné plusieurs saisons de mauvaises récoltes dans des pays d'Afrique australe et de l'Est déjà touchés par des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et des taux de malnutrition préoccupants. Des régions du nord-est du Nigeria, du Soudan du Sud, de Somalie et du Yémen ont dû faire face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition aiguës. Enfin, l'état de famine a été déclaré dans deux comtés du Soudan du Sud en février 2017.

Dans de nombreux pays, l'insécurité alimentaire est provoquée par de multiples facteurs. En 2017, les **conflits et l'insécurité** étaient les principales causes de l'insécurité alimentaire aiguë dans 18 pays et territoires où près de 74 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire avaient besoin d'une aide urgente. Onze de ces pays étaient situés en Afrique et totalisaient 37 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë ; le nord du Nigeria, la République démocratique du Congo, la Somalie et le Soudan du Sud affichant les nombres les plus élevés. Quatre pays touchés par des conflits chroniques et affichant des nombres extrêmement élevés de personnes devant faire face à des niveaux d'insécurité alimentaire de « crise », voire de « catastrophe » étaient situés au Moyen-Orient : 17 millions

¹ Rapport de l'OCDE, États de fragilité 2016

² Rapport européen sur le développement 2009. Vaincre la fragilité en Afrique – Une nouvelle approche européenne. Robert Schuman Centre for Advanced Studies, Institut universitaire européen, San Domenico di Fiesole, 2009.

d'habitants du Yémen étaient ainsi confrontés à l'insécurité alimentaire et avaient besoin d'une aide urgente et plus de 10 millions au total pour la Syrie, l'Irak et la Palestine.³

En 2017, **des phénomènes climatiques extrêmes – principalement des sécheresses** – ont aussi été des déclencheurs majeurs de crises alimentaires dans 23 pays, avec au total plus de 39 millions de personnes en situation alimentaire précaire ayant besoin d'une aide urgente. Deux tiers de ces pays étaient situés en Afrique, où près de 32 millions d'habitants s'étaient heurtés à des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë de « crise », voire de « catastrophe », à la suite de chocs climatiques. En Afrique de l'Est, une production agricole déficitaire provoquée par des intempéries a entraîné une flambée du prix des céréales au Kenya, en Éthiopie, en Somalie, au Soudan et en Ouganda.

Une proportion importante des 52 millions d'enfants en danger vivent dans des pays où l'insécurité alimentaire cyclique et des crises chroniques aggravent encore leur vulnérabilité. Le Darfour du Nord, au Soudan (28 %) ; le Soudan du Sud (23 %) ; la région du Lac, au Tchad (18 %) ; la Somalie (13,8 - 17,4 %), le nord du Nigeria (10-16 %), la République centrafricaine (12 %) ; la région de Diffa, au Niger (11 %) et la République démocratique du Congo (8 -10 %) comptent parmi les pays ou régions touchées par des conflits affichant des taux extrêmement élevés de **malnutrition** infantile aiguë. Les pays ou régions affectés par les sécheresses ou les inondations paient aussi un lourd tribut à la malnutrition aiguë. C'est le cas de Haïti, de l'Éthiopie, du nord du Kenya, de Madagascar, de la province du Sind au Pakistan, de la Somalie et du Zimbabwe.

2. Engagement politique en faveur de la résilience

Les États fragiles progressent peu sur la voie de la réalisation de la majorité des OMD⁴ (OCDE). Dans ce contexte, la communauté internationale développe des formes d'engagement axées essentiellement sur la consolidation de la paix, la cohésion sociale et le processus d'édification de l'État. Elles intègrent la reconnaissance de la nécessité d'un engagement durable, une volonté de prendre des risques calculés dans des contextes incertains, une attention entière à l'économie politique des réformes et aux contraintes de capacité, et la coordination des efforts des bailleurs.

Le troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu en 2008, à Accra, au Ghana, a marqué une étape importante dans l'élaboration d'une nouvelle approche en faveur des États fragiles. Les bailleurs et les États fragiles et touchés par des conflits ont en effet lancé le Dialogue international sur la consolidation de la paix et l'édification de l'État (le « Dialogue »), qui a donné pour la première fois une voix égale aux États fragiles. Au lendemain du Forum de haut niveau 2008 à Accra, le g7+ – un groupe constitué de sept pays en développement comptant parmi les plus fragiles et les plus touchés par des conflits (Afghanistan, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, RDC, Haïti, Sierra Leone et Timor Leste) – a commencé à plaider pour une refonte des modalités de l'engagement des bailleurs en leur faveur et a appelé la communauté internationale à soutenir des parcours, menés au niveau national par les populations nationales, pour les aider à passer de la fragilité à la résilience.

L'Union européenne (UE) reconnaît la spécificité des États fragiles et les défis des contextes touchés par des conflits. Elle a donc lancé en 2011 le **New Deal pour l'engagement dans les États fragiles**⁵, une initiative qui donne la priorité, dans les interventions de l'UE dans ces contextes, au développement de la résilience et à la consolidation de la paix.

En 2017, l'UE a abordé la question des États fragiles dans une communication conjointe de la Commission et du Conseil intitulée **Une approche stratégique de la résilience dans l'action extérieure de l'UE**⁶. Cette communication souligne la nécessité de rapprocher les interventions

³ FAO, PAM, IFPRI. [FSIN Food Security Information Network. Global report on food crisis. 2018](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/fsin/docs/global_report/2018/GRFC_2018_Full_report_EN.pdf)
http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/fsin/docs/global_report/2018/GRFC_2018_Full_report_EN.pdf

⁴ OCDE. États fragiles 2013 : Resource flows and trends in a shifting world. International Network on Conflict and Fragility (INCAF), OCDE 2012.

⁵ <http://www.newdeal4peace.org/new-deal-snapshot/>

⁶ Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Commission européenne. Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil. Une approche stratégique de la résilience dans l'action extérieure de l'UE. 2017.

[https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/joint_communication - a_strategic_approach_to_resilience_in_the_eus_external_action-2017.pdf](https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/joint_communication_-_a_strategic_approach_to_resilience_in_the_eus_external_action-2017.pdf)/ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52017JC0021&from=FR>

humanitaires et la coopération au développement. Elle prend acte de la nécessité de passer d'une approche d'endiguement de la crise à une approche non linéaire, à long terme, et plus structurelle à l'égard des vulnérabilités, en mettant l'accent sur l'anticipation, la prévention et la préparation.

Depuis 2005, l'OCDE publie chaque année [un rapport sur les États fragile](#) afin de suivre les interventions d'aide en faveur d'une [liste de pays](#) considérés comme particulièrement fragiles.

3. Investir dans l'agriculture et le développement pour lutter contre la fragilité

La plupart des habitants pauvres de la planète vivent dans des États fragiles⁷ et en Afrique, ces populations vivent essentiellement de l'agriculture et de l'économie rurale.⁸

L'agriculture peut jouer un rôle transformateur en soutenant la résilience des États fragiles ou touchés par des conflits. Des facteurs clés à l'origine de la fragilité, des conflits et de l'insécurité sont en rapport avec l'alimentation et la production alimentaire, et les communautés rurales sont affectées par et exposées de manière disproportionnée aux conflits ainsi qu'aux risques météorologiques et climatiques. Ce lien entre l'agriculture et la résilience n'influence pas uniquement la sécurité alimentaire – il est également d'une importance capitale pour d'autres aspects en rapport avec les perspectives économiques, le développement social et la croissance. Le secteur de l'agriculture assure ainsi directement ou indirectement jusqu'à deux tiers des emplois et contribue jusqu'à un tiers du PIB dans les pays en proie à des crises chroniques.⁹ En raison du profil de la production agricole dans les pays en développement, en particulier sur le continent africain, les femmes et les jeunes sont les premières victimes de l'effondrement des systèmes agricoles causé par les situations de fragilité. Ces catégories paient ainsi un lourd tribut à la perte de moyens d'existence et à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les Objectifs de développement durable (ODD) adoptés au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 reconnaissent l'importance de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable ainsi que de la promotion de sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable et l'éradication de la pauvreté, sous toutes ses formes.¹⁰ Or, dans les États fragiles, les perspectives et les pratiques efficaces qui encouragent la contribution de l'agriculture à la résilience et à la stabilité ne bénéficient souvent pas d'un soutien ou d'une reconnaissance suffisante – souvent parce que la priorité doit absolument être donnée à la cessation des conflits, aux réponses humanitaires et à la gestion des crises. Pourtant, un corpus de pratiques de plus en plus important reconnaît que l'agriculture peut également figurer parmi les domaines d'intervention dans les États fragiles, et des pratiques, partenariats et outils efficaces attestent aujourd'hui de l'importance d'une telle approche pour le renforcement durable de la résilience et la contribution à la lutte contre les situations de fragilité.¹¹ Mais à ce jour, les réponses aux crises ont privilégié massivement les interventions à court terme et donné la priorité à la disponibilité alimentaire (aide alimentaire et mesures de rétablissement du secteur agricole) plutôt qu'aux dimensions de la sécurité alimentaire en rapport avec l'accès et la stabilité¹².

Si les interventions humanitaires constituent un volet essentiel de la réponse et au soutien initiaux aux populations touchées par des conflits chroniques, l'accent qu'elles mettent sur les besoins à court terme néglige souvent les implications à long terme et les causes des conflits violents, de l'insécurité alimentaire et d'autres problèmes liés à la gestion des ressources naturelles. Il est donc capital de soutenir les moyens d'existence des habitants par le biais d'interventions intégrées et ciblées, même lorsque leur pays est en situation de conflit ouvert ou d'après-conflit.

⁷ Blatton, C., Ralston, L. (2015) [Generating employment in poor and fragile states: Evidence from labor market and entrepreneurship programs](#), Livre blanc de la Banque mondiale

⁸ Messer, E., Cohen, M. J. (2004), [Breaking the link between conflict and hunger in Africa](#), Note de politique de l'IFPRI

⁹ FAO. 2016. « Paix et sécurité alimentaire : Investir dans la résilience pour soutenir les moyens d'existence en milieu rural en situation de conflit » <http://www.fao.org/3/a-i5591f.pdf>

¹⁰ Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 <https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld>

¹¹ FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2017. L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017. Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire. Rome, FAO. <http://www.fao.org/3/a-i7695f.pdf>

¹² Alinovi, L., Hemrich, G. and Russo, L. (2007), [Addressing Food Insecurity in Fragile States: Case Studies from the Democratic Republic of Congo, Somalia and Sudan](#), Document de travail n° 07-21 de la FAO-ESA

Des études ont montré qu'en périodes de conflit violent, l'aide aux producteurs des régions rurales permet de soutenir et de maintenir la base de la production agricole, de prévenir toute perturbation de la production alimentaire et d'éviter que les conflits n'interrompent les activités productives. En outre, il est également essentiel d'investir dans les systèmes de production agricole pour offrir des possibilités d'emploi aux jeunes vivant en milieu rural. La promotion de l'accès à l'agriculture – un secteur qui nécessite une main-d'œuvre importante – est en fait considéré comme un bon point de départ pour le développement des marchés et de la société civile. De fait, l'agriculture est probablement l'un des secteurs d'activités qui exigent le moins d'investissements en capitaux et d'infrastructures¹³. L'accès aux terres et aux ressources productives, ainsi que les droits de propriété sur ces ressources, reste essentiel pour prévenir les conflits et inciter les agriculteurs à investir dans des facteurs de production, et améliorer ainsi la productivité et la sécurité alimentaire.

Le développement du secteur privé se heurte souvent à des obstacles particuliers dans les États fragiles, contextes où le fonctionnement des institutions publiques et de la société civile laisse souvent à désirer. L'agriculture est alors souvent la seule activité économique qui subsiste. **L'agriculture continue dans ce cas à jouer un rôle essentiel pour l'accès aux produits alimentaires et reste alors l'une des rares activités économiques qui peut encore contribuer à l'économie locale.** Le secteur agricole est donc capital pour assurer et renforcer la résilience des populations.

3.1. Crise du Bassin du lac Tchad

À ce jour, plus de 17 millions d'habitants ont été affectés par la crise violente du Bassin du lac Tchad, qui touche des communautés du Tchad, du Niger, du Cameroun et du Nigeria, au point que plus de 10 millions de personnes ont actuellement besoin d'une aide humanitaire (FAO, 2017) et ce alors que la concurrence pour les ressources naturelles se renforce dans un contexte déjà considéré comme fragile et violent.

Environ 7 millions de personnes risquent de souffrir de la faim dans le Bassin du lac Tchad, qui couvre une partie du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nord-Est du Nigeria. Dans cette dernière région, la famine touche déjà 50 000 personnes environ. Si les affrontements et les violences sont les premiers responsables, les répercussions de la dégradation environnementale et des changements climatiques, notamment des sécheresses répétées, viennent encore aggraver la situation.

L'agriculture, ainsi que l'élevage et la pêche, ne peuvent plus être considérés comme secondaires. Ce secteur nourrit en effet et fait vivre environ 90 % de la population de la région.

En plus d'apporter une réponse immédiate aux besoins aigus des populations victimes de cette crise, il est essentiel de promouvoir et de soutenir sur le long terme des pratiques et des politiques d'agriculture durable pour les aider à s'adapter aux changements climatiques et à faire face à la pénurie de plus en plus aiguë de ressources naturelles.

Selon l'Indice de la faim dans le monde, le **Burundi** est le pays affichant le plus mauvais score de sécurité alimentaire, les niveaux d'insécurité alimentaire étant même plus préoccupants que dans les années 1990.¹⁴ Au cours de la période allant d'octobre à décembre 2017, 2,6 millions de personnes ont ainsi été confrontées à une crise humanitaire. Le taux de malnutrition est un des pires au monde : six enfants de moins de 5 ans sur dix (56 %) souffrent ainsi d'un retard de croissance. Au cours de la seule année 2016, plus de 50 000 personnes ont été déplacées à cause des inondations. Sans solution viable à ce problème, la malnutrition coûtera au Burundi quelque 92 millions d'euros par an, soit le double du budget total du ministère burundais de la Santé en 2012¹⁵. Pire encore, la forte **densité de population**, combinée au très faible nombre de jeunes qualifiés, crée d'importantes poches de chômage des jeunes dans le pays. Celui-ci est également très vulnérable à l'impact des changements climatiques, car comme les terres agricoles sont souvent mal gérées et n'occupent que de très petites superficies, des conditions météorologiques extrêmes entraînent très vite une diminution de la production et une flambée des prix alimentaires.

Le secteur agricole représente toujours près de 40 % du PIB et le taux d'urbanisation y est un des moins élevés d'Afrique (12 %). Environ 1,2 million de ménages cultivent sur de petites parcelles (0,5 ha par ménage en moyenne). Il s'agit la plupart du temps d'une agriculture de subsistance, faute d'autres alternatives. Seule une très petite partie de la production est destinée à la commercialisation, d'autant que les rendements permettent à peine aux familles de subvenir à leurs besoins.

¹³ Messer, E., Cohen, M. J. (2004), [Breaking the link between conflict and hunger in Africa](#), Note de politique de l'IFPRI Policy Brief

¹⁴ Indice de la faim dans le monde, IFPRI, 2014

¹⁵ UNICEF, Analyse de la malnutrition des enfants au Burundi, 2013

Des études menées au Burundi montrent cependant que des méthodes agricoles efficaces et bien intégrées pourraient permettre de tripler les rendements de certaines cultures. À cet égard, il est essentiel d'encourager les petits agriculteurs – et en particulier les petites agricultrices – à investir dans la gestion durable des terres et des cultures alimentaires à plus grande valeur ajoutée, en les incitant à coopérer et à échanger leurs connaissances. Pour cela, il y a lieu de commencer par améliorer l'accès aux engrais, aux semences améliorées, aux informations (sur le marché) et au micro-crédit, et de soutenir la création de coopératives.¹⁶

Malgré les progrès considérables réalisés après des décennies de conflit interne, grâce à des efforts visant à améliorer la stabilité économique, le dialogue politique, les droits de l'homme et les services sociaux, le **Tchad** doit à nouveau faire face à de graves crises externes et internes qui aggravent encore sa fragilité. Le Tchad, entouré de pays en crise, abrite plus de 750 000 réfugiés qui ont fui les violences au Soudan, en République centrafricaine, en Libye et dans le Bassin du lac Tchad. Cette situation fait peser un très lourd fardeau sur les ressources nationales et des communautés – le Tchad occupant lui-même la 184^e place du classement des pays suivant l'Indice de développement humain. Ce pays reste en outre très vulnérable aux aléas climatiques – chaque année, un million d'habitants environ sont touchés par les catastrophes naturelles – tandis qu'environ 2,4 millions d'habitants souffrent d'insécurité alimentaire (chiffres de 2015). Le développement économique du Tchad se heurte à sa situation de pays enclavé et géographiquement éloigné ; ses infrastructures sont insuffisantes et son secteur industriel sous-développé : environ 85 % de sa population dépend donc toujours de l'agriculture de subsistance.

3.2. Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique

Les sécheresses qui frappent l'Afrique de l'Est détruisent des moyens d'existence déjà trop rares et anéantissent des récoltes, provoquant une flambée des prix alimentaires, en particulier en Éthiopie, en Somalie et au Kenya. La grave sécheresse qui a touché l'Ouganda en 2016 a aggravé l'insécurité alimentaire début 2017, alors que le pays était déjà confronté à une grave insécurité alimentaire subséquemment à un afflux massif de réfugiés.

À la suite des vagues de sécheresse qui se sont succédé ces dernières années dans la Corne de l'Afrique, les habitants de la région seront de plus en plus aux prises avec la faim et les moyens d'existence au niveau local continueront à diminuer alors qu'un nombre croissant de réfugiés est attendu (FAO). L'Est de l'Afrique et la Corne de l'Afrique sont aujourd'hui touchés par une crise humanitaire qui pourrait encore s'aggraver en 2018. Les conflits armés et les graves sécheresses sont à l'origine de taux de famine extrêmement élevés. Jusqu'à 35 millions d'habitants de la région ont donc besoin d'une aide alimentaire de toute urgence.

Près de 12 millions d'habitants du Kenya, de Somalie et d'Éthiopie sont confrontés à des situations proches de l'insécurité alimentaire et ont besoin d'une aide d'urgence. Les familles de la région doivent aussi faire face à un endettement accru, à de faibles stocks de semences et de céréales et à une production laitière et de viande insuffisante. Les agriculteurs ont besoin d'un soutien urgent pour se rétablir des pertes de récoltes répétées et pour maintenir en bonne santé leur cheptel reproducteur.

Les pluies trop rares, les pertes de bétail, ainsi que l'abandon des terres et l'exode des populations qui fuient la sécheresse et le conflit ont détruit les moyens de subsistance et créé une insécurité alimentaire généralisée en **Somalie**. En réponse aux mises en garde contre le risque de famine au début de 2017, l'aide alimentaire d'urgence a été renforcée et depuis avril 2017, environ 2,5 millions de personnes en bénéficient chaque mois, ce qui améliore considérablement leur situation alimentaire.

Pourtant, malgré les difficultés rencontrées par le pays au cours de ces 30 dernières années, l'élevage et l'agriculture restent des secteurs clés pour l'activité économique, l'emploi et les exportations. L'agriculture contribue au PIB national à concurrence de 75 % du PIB du pays et assure 93 % du total de ses exportations. Près de la moitié de la population somalienne (49 %) vit en zone rurale et 46 % de la main-d'œuvre travaille dans le secteur de l'agriculture. Il s'avère de plus en plus indispensable d'investir dans l'agriculture somalienne et de renforcer son secteur agroalimentaire privé et les opportunités d'investissement y sont de plus en plus nombreuses.

4. La voie à suivre

L'agriculture doit jouer un rôle central dans la relance économique des États fragiles et la lutte contre la pauvreté (Banque mondiale et FAO). De nombreux facteurs (faiblesse des institutions, insécurité,

¹⁶ WUR 2017. <https://www.wur.nl/en/project/Supporting-Agricultural-Productivity-in-Burundi-PAPAB.htm>

insurrection persistante, destruction d'infrastructures, dégradation environnementale et changements climatiques) concourent à une diminution préoccupante des rendements agricoles. Investir davantage dans l'agriculture¹⁷ faciliterait la transition de l'urgence à la résilience et au développement à long terme. Il y a lieu aussi d'atténuer les risques auxquels les populations sont exposées en investissant dans les capacités locales d'alerte précoce, de préparation et de riposte. La cohérence entre les cadres stratégiques de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, ainsi que la coordination des bailleurs, doivent encore être améliorées.¹⁸ Les partenaires du développement doivent adopter des approches mobilisées par les stratégies nationales et basées sur une évaluation et une planification harmonisées des besoins. À cet égard, il y a lieu d'identifier des solutions de financement qui permettront d'accorder des financements flexibles, rapides et prévisibles aux pays qui sont en train de se rétablir d'une crise. Les petits agriculteurs sont parmi les plus vulnérables aux chocs climatiques et aux catastrophes provoquées par la météo, à la mauvaise gouvernance, aux conflits et aux fluctuations du marché. L'accès des petits agriculteurs aux moyens de production et aux connaissances, aux TIC – en vue d'un partage rapide de l'information – ainsi qu'aux services de vulgarisation et de conseil contribuera à développer la résilience des moyens d'existence agricoles. Des politiques appropriées et favorables, des structures institutionnelles, des capacités et des fonds pour la réduction du risque de catastrophe et la gestion des crises doivent être mis en place et assurés au niveau local, régional, national et international pour combattre les niveaux accrus de risques provoqués par divers types de chocs qui affectent le secteur agricole et partant, la sécurité alimentaire. Il est également important de surveiller et de prévoir les risques de crise et de catastrophe ainsi que leur probabilité de survenue et leurs influences sur les secteurs agricoles. Cette surveillance des risques doit s'accompagner d'un lancement d'alertes en temps opportun mobilisant la prise de décisions appropriées aux niveaux institutionnel et communautaire.

Il est fondamental de s'attaquer aux causes profondes des situations de vulnérabilité auxquelles sont confrontées les populations et les communautés qui vivent de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la sylviculture et de l'exploitation d'autres ressources renouvelables. La protection contre les crises et les catastrophes, la prévention et l'atténuation de leurs répercussions grâce à des technologies et des bonnes pratiques fondées sur la réduction du risque, le transfert des risques et la protection sociale sont essentielles pour renforcer les moyens d'existence des agriculteurs et atténuer, voire annuler, les effets d'un choc potentiel et permettre à ces populations et communautés de mieux rebondir.¹⁹

L'appropriation nationale et l'engagement international sont nécessaires pour réduire la fragilité et aider les États fragiles à exploiter enfin leurs opportunités de poursuivre leurs efforts sur la voie du développement. Et pour cela, il y a lieu de miser sur l'appropriation nationale, l'engagement international et l'innovation.²⁰

Objectifs du Briefing : Depuis 2007, le CTA, la DG DEVCO de la Commission européenne, le Secrétariat ACP, Concord et divers médias organisent tous les deux mois des briefings sur des défis et problématiques clés pour l'agriculture et le développement rural, dans le contexte de la coopération entre l'UE et les pays ACP. Ces Briefings de Bruxelles sur le développement visent à améliorer l'échange d'information et promouvoir la mise en réseau.

Groupe cible : Environ 150 décideurs politiques des ACP et de l'UE, groupes de la société civile, réseaux de recherche, praticiens du développement, représentants du secteur privé et organisations internationales basées à Bruxelles.

Produits : Un rapport succinct et un livret seront produits peu de temps après la réunion et disponibles en version papier et électronique. Des contributions et des commentaires seront mis en ligne sur le site web des Briefings avant, pendant et après l'événement : <http://bruxellesbriefings.net>

¹⁷ FAO. Banque mondiale. Rebuilding resilient and sustainable agriculture in Somalia. 2018. <http://www.fao.org/3/i8842en/i8842EN.pdf>

¹⁸ Centre for EU Studies (CEUS), Université de Gand. 2017. « Improving European coordination in fragile states ». Réseau des praticiens de la coopération européenne au développement. Auteurs : Jan Orbie, Sarah Delputte, Yentyl Williams, Lies Steurs, Joren Verschaeve. <https://www.afd.fr/sites/afd/files/2017-12/improving-european-coordination-in-fragile-states-main-report.pdf>

¹⁹ FAO. Increasing the resilience of agricultural livelihoods. 2016 <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/a-i5615e.pdf>

²⁰ CAD de l'OCDE. States of Fragility 2015 Meeting Post-2015 Ambitions. <https://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/FINAL%20States%20of%20Fragility%20Highlights%20document.pdf>